

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe centrale et balte

Une publication du SER de Varsovie, avec la participation des SE de la zone
Mars 2026

Faits saillants :

- **Pologne** : 2^e déficit public de l'UE en 2025 (-7,3 % du PIB) ;
- **Hongrie** : Fitch, reprise de la croissance en 2026 (+2,0 %) ;
- **Tchéquie** : Révision à la baisse (-0,3 pp) des prévisions de croissance 2026 (+2,1 %) ;
- **Slovaquie** : Net repli de la croissance en 2025 (+0,8 % contre 1,9 % en 2024) ;
- **Estonie** : Chiffre d'affaires record pour les deeptech estoniennes (+20 %) ;
- **Lettonie** : Révision à la hausse (+0,5 pp) des prévisions de croissance 2026 (+2,6 %) ;
- **Lituanie** : Baisse des exportations en janvier (-7,5 % en g.a).

LE CHIFFRE A RETENIR

6 Mds USD

Nouvelle émission de bons du trésor polonais sur le marché américain.

Dossier du mois :

Europe centrale et balte – Les chiffres du recul démographique

Les pays d'Europe centrale et balte sont aujourd'hui confrontés à un phénomène de déclin démographique, qui remet en question leurs perspectives de croissance à long terme.

Si cette évolution concerne l'ensemble des économies européennes, elle apparaît particulièrement marquée dans cette région. Les populations y stagnent ou diminuent, tout en vieillissant rapidement, sous l'effet combiné d'une baisse de la fécondité et de l'allongement de l'espérance de vie.

Ce recul démographique n'est pas sans conséquences sur les équilibres économiques et sociaux. La contraction de la population en âge de travailler réduit les bases de financement des systèmes de protection sociale, en particulier les retraites et l'assurance maladie. Dans le même temps, le vieillissement de la population entraîne une hausse des besoins en soins de santé et en prise en charge de la dépendance, exerçant une pression sur les finances publiques.

Pologne

Renforcement de la coopération bilatérale franco-polonaise

Le traité France-Pologne dit « de Nancy », signé le 9 mai 2025, a instauré le 20 avril – date de l'entrée de Marie Curie-Skłodowska au Panthéon – comme Journée de l'amitié franco-polonaise, ainsi qu'un sommet bilatéral annuel. Pour cette première célébration, le président de la République Emmanuel Macron s'est rendu à Gdańsk à l'invitation du Premier ministre Donald Tusk. Des consultations intergouvernementales se sont tenues autour de trois axes principaux : sécurité, compétitivité – incluant l'énergie – et culture. Elles ont abouti à la signature de trois accords portant sur la coopération en matière de télécommunications satellitaires, d'énergie, ainsi que sur un mémorandum d'entente relatif à la mise en œuvre de la Saison Pologne-France 2027.

Creusement du déficit public en 2025

Selon le ministère polonais des Finances, le déficit public a atteint -7,3 % du PIB en 2025, après -6,4 % en 2024 et -5,2 % en 2023. Cette dégradation s'explique surtout par la hausse des dépenses publiques, en particulier les prestations sociales et les dépenses de défense. En conséquence, la dette publique a progressé, passant de 49,5 % du PIB en 2023 à 54,8 % en 2024 puis à 59,7 % fin 2025. La Pologne enregistre ainsi le déficit le plus élevé d'Europe centrale et balte et le deuxième plus important de l'UE, derrière la Roumanie (-7,9 %).

Cette situation pourrait encore se dégrader sous l'effet des incertitudes économiques liées au contexte international. La guerre au Moyen-Orient a notamment ravivé les inquiétudes des marchés, entraînant une hausse significative des rendements des obligations polonaises, les titres à dix ans atteignant 5,98 % au 31 mars 2026, leur plus haut niveau depuis plus d'un an.

Baisse temporaire de la fiscalité sur les carburants

Face à la hausse des prix du pétrole liée au conflit au Moyen-Orient, le gouvernement a mis en place une réduction temporaire de la fiscalité sur les carburants. La TVA a été abaissée de 23 % à 8 % et les droits d'accise ont été réduits aux niveaux minimums autorisés par l'Union européenne. « Afin de garantir que ces réductions fiscales bénéficient effectivement aux consommateurs », les autorités ont instauré un prix maximal de détail pour les carburants, fixé quotidiennement par le ministre de l'Énergie. Enfin, l'exécutif travaillerait à un projet de taxe sur les bénéficiaires exceptionnels. Ces mesures, ou « paquet CPN », s'appliquent depuis le 30 mars et leur impact budgétaire atteindrait environ 374 M EUR par mois, soit 0,04 % du PIB.

Emission obligataire sur le marché américain pour 6 Mds USD

Le ministère des Finances a réalisé une émission obligataire en USD pour un montant total de 6 Mds USD, répartie en trois tranches à 5, 10 et 30 ans. Les montants émis s'élèvent respectivement à 1 Md, 2,5 Mds et 2,5 Mds USD, avec un rendement de 5,405 % pour la tranche à 10 ans. L'opération a été menée dans le cadre d'un programme d'émissions préalablement autorisé sur le marché américain (SHELF) et a suscité un fort intérêt des investisseurs américains pour la dette polonaise, un signe de confiance dans l'économie du pays selon les autorités. L'émission a été pilotée par un consortium réunissant Citi, Goldman Sachs, JP Morgan et Société Générale.

Hongrie

Perspectives de croissance modérée et déficit élevé selon Fitch

Selon Fitch Ratings, l'économie hongroise devrait connaître un rebond limité dans un contexte de finances publiques fragiles. Après une quasi-stagnation entre 2023 et 2025 (croissance moyenne de 0,1 % contre 4,2 % entre 2015 et 2019), le PIB progresserait de 2 % en 2026 soutenu par la consommation et un assouplissement budgétaire pré-électoral, puis de 2,4 % en 2027, grâce à la reprise progressive de l'investissement et des exportations.

L'agence souligne toutefois plusieurs fragilités structurelles : dépendance à la consommation, ralentissement du commerce extérieur lié notamment à la conjoncture allemande et à l'appréciation du forint, difficultés des secteurs automobile et des batteries, stagnation de la productivité et coûts énergétiques élevés.

Sur le plan budgétaire, le « paquet électoral » (introduit fin 2024) pèserait jusqu'à 2,1 % du PIB en 2026, contribuant à maintenir le déficit à des niveaux élevés : 5,6 % en 2026 puis 5,0 % en 2027 selon l'agence. La dette publique atteindrait 75,9 % du PIB fin 2027. Cette situation distingue la Hongrie des économies de notation similaire (BBB), et la question de la crédibilité de l'ajustement budgétaire post-électoral fait l'objet d'un suivi attentif alors que cette consolidation sera contrainte par la nécessité d'arbitrer entre soutien social, investissements et maîtrise des finances publiques.

Encadrement temporaire des prix des carburants

Le gouvernement a plafonné les prix de détail et de gros des carburants, à 595 HUF (1,49 EUR) par litre pour l'essence 95 et 615 HUF (1,55 EUR) pour le diesel. L'exportation de pétrole brut, d'essence 95 et de diesel nécessite désormais l'autorisation du ministre hongrois du commerce. Parallèlement, les droits d'accise ont été réduits : 139 550 HUF (351,5 EUR) par 1 000 litres pour l'essence et 128 280 HUF (323 EUR) pour le diesel. Ces mesures s'appliquent du 10 mars au 1^{er} mai 2026. L'État mobilise également des volumes issus des stocks de sécurité, soit 352 M de litres d'essence et 610 M de litres de diesel, vendus à prix réduit aux stations-service.

Rééquilibrage fiscal et orientation européenne du prochain gouvernement

Le programme des nouveaux élus prévoit un important rééquilibrage fiscal reposant sur la réduction de l'impôt sur le revenu des salariés, une baisse partielle ou une suppression ciblée de la TVA sur certains produits, ainsi que l'introduction d'un impôt sur la fortune. Le parti Tisza entend engager la Hongrie sur la trajectoire de respect des critères de Maastricht, en vue d'une éventuelle adoption de l'euro. Des investissements sont par ailleurs prévus dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures de transport. Pour financer ces réformes, le parti mise sur un dégel des fonds européens actuellement suspendus, ainsi que sur des ressources issues de la lutte contre la corruption, de la réduction des dépenses publiques inefficaces et d'une amélioration de la croissance économique afin d'élargir la base fiscale.

Ralentissement marqué de l'inflation

L'inflation a atteint 1,4 % en février en glissement annuel (g.a), un niveau inférieur aux anticipations, tandis que l'inflation sous-jacente s'établit à 2,1 %. Ces deux niveaux constituent leurs plus bas enregistrés respectivement depuis novembre 2016 et septembre 2018. La quasi-stagnation des prix alimentaires, la baisse des prix de l'habillement et l'arrêt de la hausse des biens durables contribuent à ce ralentissement. Dans les services, l'inflation recule à 4,2 % en g.a., un niveau parmi les plus faibles observés récemment. Dans ce contexte, la Banque centrale de Hongrie (MNB) a abaissé son taux directeur à 6,25 % le 25 février, sa première baisse depuis près de dix-huit mois.

Tchéquie

Finances publiques en légère dégradation en 2025

Selon l'office tchèque des statistiques, le déficit public a atteint 2,1 % du PIB en 2025, tandis que la dette des administrations publiques s'est établie à 44,3 %. En valeur, le déficit s'élève à 183,7 Mds CZK (7,4 Mds EUR), en hausse de 20,4 Mds CZK sur un an. Le budget général de l'Etat et la sécurité sociale tchèque ont présenté respectivement un déficit de 197,8 Mds CZK (8 Mds EUR) et de 15,3 Mds CZK (0,6 Mds EUR), quand les collectivités territoriales ont affiché un excédent de 29,4 Mds CZK (1,19 Mds EUR). Les recettes publiques ont progressé de 5,9 % (+194,6 Mds CZK ou +7,9 Mds EUR) et les dépenses de 6,2 % (+215 Mds CZK ou 8,7 Mds EUR). La dette publique atteint 3 786,3 Mds CZK (153,3 Mds EUR) et représente 44,3 % du PIB, en hausse de 1 point de pourcentage par rapport à la fin de l'année 2024.

Révision à la baisse des prévisions macroéconomiques pour 2026

Le ministère des Finances a revu ses prévisions pour 2026, anticipant désormais une croissance de 2,1 %, contre 2,4 % précédemment. L'inflation est révisée à 2,5 %, contre 2,1 % initialement. Le déficit public est attendu à 2,6 % du PIB et la dette à 45,6 %, contre respectivement 2,2 % et 46,2 % auparavant.

Rebond de l'inflation en mars sous l'effet des prix de l'énergie

L'inflation moyenne s'établit à 1,9 % en mars en g.a, après 1,4 % en février. Ce rebond s'explique notamment par la hausse des prix des hydrocarbures (+13,1 %), consécutive à l'intervention américano-israélienne en Iran. Ainsi, la baisse des prix de l'énergie (notamment due à la renonciation à la redevance pour les sources d'énergie renouvelables dans le calcul des prix de l'électricité) a ralenti à -1,7 % contre -7,8 % le mois précédent. L'inflation a également été portée par la hausse de prix dans les transports (+5,5 %), la restauration (+4 %), l'hôtellerie (+6,4 %) et les loyers (+6,1 %), tandis que les prix de l'électricité (-11,8 %) et du gaz (-5,9 %) reculent. Les prix des biens et services ont progressé respectivement de 0,7 % et 4,7 % en glissement annuel en mars, avec une inflation sous-jacente s'élevant à 2,9 %. La banque centrale (CNB) estime que l'inflation pourrait rester sous 2 % malgré la hausse attendue du pétrole.

Mesures de plafonnement des prix des carburants

Le gouvernement a adopté le 2 avril un ensemble de mesures temporaires visant à limiter la hausse des prix des carburants. Du 8 au 30 avril, les marges des stations-service sont plafonnées à 2,5 CZK par litre hors carburants premium. La taxe d'accise sur le diesel est réduite de 1,939 CZK par litre. Le ministère des Finances est chargé de contrôler l'application de ces mesures et publie quotidiennement des prix de référence maximaux calculés à partir des marchés de gros et spot, majorés de la marge de 2,5 CZK et de la TVA.

Hausse du chômage à 3,3 % en mars

Le taux de chômage s'établit à 3,3 % en mars 2026, en hausse de 0,5 point de pourcentage (pp) sur un an. Le chômage reste plus élevé chez les femmes (3,9 %) que chez les hommes (2,8 %). Le taux d'emploi recule à 75,5 % (-0,3 pp) pour la population âgée de 15 à 64 ans, tandis que le taux d'activité atteint 78,0 % (+0,1 pp), avec des niveaux plus élevés pour les hommes (82,3 %) que pour les femmes (73,7 %).

Population en hausse à un niveau record en 2025

La population tchèque atteint 10,915 M d'habitants en 2025, un niveau record, en hausse de 6 300 personnes sur un an. Cette progression s'explique exclusivement par un solde migratoire positif (+42 000), qui compense un solde naturel négatif (-35 700), dû à un nombre de naissances historiquement bas (77 600) et près de 113 300 décès.

Slovaquie

Net ralentissement de la croissance en 2025

En 2025, le PIB slovaque progresse de 0,8 %, en nette décélération par rapport à 2023 (2,1 %) et 2024 (1,9 %). La valeur ajoutée atteint 94,4 Mds EUR, en hausse de 0,3 % en g.a. L'industrie, premier secteur économique (10 Mds EUR soit 21,2 % de la VA), progresse de 1,6 %, portée notamment par la métallurgie, les textiles, le caoutchouc et les machines. En revanche, la production automobile, premier sous-secteur industriel (4,6 Mds EUR soit 23,2 % de la VA industrielle), ne progresse que de 0,4 %, avec un recul marqué au quatrième trimestre. Les services affichent des performances contrastées, tandis que plusieurs secteurs reculent, dont l'immobilier (-2,9 %), la construction (-0,9 %), l'agriculture (-0,7 %) et les arts et loisirs (-0,4 %), confirmant le ralentissement de l'activité.

Du côté de la demande, la consommation finale progresse de 0,5 % en 2025, portée par les administrations publiques, tandis que la consommation des ménages reste quasi stable et

recule en fin d'année. La formation de capital fixe augmente de 1,1 %, soutenue par les investissements liés au plan national de relance et de résilience (PNRR). La demande intérieure progresse ainsi de 0,6 %, malgré un profil trimestriel volatil. Les exportations augmentent de 4 %, légèrement plus rapidement que les importations (+3,7 %), permettant une contribution positive des échanges extérieurs à la croissance.

Léger rebond du chômage en 2025

Le nombre de chômeurs atteint 149 500 personnes en 2025, en hausse de 1,2 %. Le taux de chômage s'établit à 5,4 %, en progression de 0,1 point, avec une hausse continue au fil de l'année. L'industrie, le commerce et la construction contribuent le plus à l'augmentation du chômage. A noter que 46 600 chômeurs, soit le tiers, n'ont jamais travaillé auparavant. Le taux de chômage le plus bas est observé dans la région de Bratislava (2,5 %) et le plus élevé dans celle de Presov (10,1 %).

Le taux d'emploi reste stable à 78,1 %, malgré une baisse du nombre total de travailleurs (-0,4 %, pour atteindre 2 610 700) liée au vieillissement de la population et aux dynamiques migratoires.

Ralentissement de la croissance des salaires

Le salaire moyen mensuel brut atteint 1 620 EUR en 2025, en hausse de 6,3 %, soit la progression la plus faible depuis 2020. Le salaire réel progresse de 2,2 %. Les niveaux les plus élevés sont observés dans la finance / assurance (2 828 EUR), l'énergie et les technologies de l'information, tandis que l'hébergement-restauration reste le secteur le moins rémunéré (< 1 000 EUR). Les écarts régionaux demeurent marqués, Bratislava affichant un salaire moyen de 1 949 EUR, loin devant les régions de l'est du pays (ex. Presov : 1 285 EUR).

Estonie

Reprise de la croissance en 2025 portée par l'industrie et les exportations

L'économie estonienne enregistre une légère reprise en 2025, avec une croissance de 0,6 % sur l'année et de 0,7 % au quatrième trimestre en g.a, pour un PIB atteignant 41,6 Mds EUR. Selon Statistics Estonia, cette année marque la meilleure performance depuis trois ans. L'industrie manufacturière (+13,3 %) et les technologies de l'information (+9 %) constituent les principaux moteurs de la croissance, tandis que le commerce, la construction et certains services sociaux pèsent négativement sur l'activité. Les investissements dans les machines, équipements et systèmes d'armement enregistrent une forte hausse. Les exportations et importations progressent de 5 %, avec un excédent net de 401,6 M EUR, le plus élevé depuis 2019.

Inflation en baisse en février, dans un contexte énergétique incertain

L'inflation annuelle ralentit à 3,1 % en février selon la Banque d'Estonie, principalement grâce à la baisse des prix de l'énergie. Hors énergie, l'inflation aurait avoisiné 4 %, restant supérieure à la moyenne de la zone euro. Les prix du gaz et des carburants reculent d'environ 10 %, tandis que les prix des services progressent de plus de 5 % malgré un net ralentissement. Les prix alimentaires restent dynamiques, en hausse de 10 à 30 % en moyenne.

Ce recul de l'inflation demeure toutefois fragile dans un contexte énergétique incertain, les prix des carburants ayant déjà commencé à augmenter dès le début du mois de mars en Estonie. Par ailleurs, certaines mesures fiscales continuent d'alimenter les tensions inflationnistes, notamment la hausse de deux points de TVA introduite en juillet 2025 et les relèvements d'accises en début d'année.

Dynamisme du secteur deeptech et de la défense

L'écosystème deeptech atteint un chiffre d'affaires record de 430 M EUR en 2025, en hausse de 20 %, porté par les technologies de défense. Bien que représentant une part limitée de l'écosystème (12 %), ces entreprises concentrent plus de la moitié des investissements (161 M EUR). Afin de soutenir cette dynamique, un programme public de 12,6 M EUR sur quatre ans est lancé pour renforcer la valorisation de la recherche et accompagner environ 200

équipes de préincubation. Le dispositif vise la création de 37 entreprises technologiques et la mobilisation de financements complémentaires, dont une large part privée, dans les secteurs de la robotique, de la défense, des matériaux avancés, de l'énergie et des biotechnologies.

Stabilité du taux de chômage en février 2026

Le taux de chômage reste stable à 6,6 % en février 2026. Le nombre de demandeurs d'emploi recule légèrement, tandis que les nouvelles inscriptions ralentissent. Les licenciements économiques et les départs volontaires diminuent par rapport au mois précédent, traduisant une moindre intensité des ruptures de contrats. Les disparités régionales persistent, avec un chômage élevé dans l'est du pays, notamment dans le comté d'Ida-Viru (11,5 %), et plus faible dans les régions occidentales.

Priorité au marché intérieur et montée en puissance de l'IA

En 2026, les entreprises estoniennes se montrent les plus prudentes des pays baltes en matière d'expansion internationale, avec seulement 8 % d'entre elles prévoyant de s'implanter sur de nouveaux marchés étrangers. Leurs priorités se concentrent sur le marché intérieur, le contrôle des coûts et la restauration de la rentabilité, selon une étude récente de la banque SEB. Dans ce contexte, elles se tournent de plus en plus vers l'intelligence artificielle pour optimiser leurs processus, notamment pour des tâches techniques comme l'analyse de données, la rédaction de code ou l'automatisation de scripts. L'étude révèle que 46 % des entreprises baltes utilisent l'IA pour accroître leur productivité générale, tandis que 14 % l'emploient pour générer des idées et des contenus textuels, et 10 % pour créer des supports marketing.

Recul des recettes fiscales en janvier 2026

En janvier 2026, les recettes fiscales de l'Estonie atteignent 1,3 Md EUR, en baisse de 110 M EUR par rapport à la même période en 2025, selon le Bureau des impôts et des douanes (MTA). Ce recul s'explique principalement par un niveau exceptionnellement élevé d'impôt sur les sociétés en janvier 2025, non reconduit cette année, entraînant une baisse de 234 M EUR des recettes issues de cet impôt.

À l'inverse, la TVA progresse fortement, de près de 20 % (+56,8 M EUR), portée par la hausse de la consommation d'énergie et des prix de l'électricité et du gaz. Le secteur de l'énergie constitue le principal moteur de cette hausse, suivi du commerce de détail et de gros, où une reprise modérée est observée, notamment dans la vente de véhicules. Les prélèvements sur le travail continuent également de progresser, avec une hausse de 8,6 % de l'impôt sur le revenu et de 7,5 % des cotisations sociales, soutenus par la dynamique de la masse salariale. Enfin, les droits d'accises sur les carburants augmentent de 9,5 M EUR, tandis que ceux sur l'alcool et le tabac reculent en raison des stocks constitués fin 2025 avant relèvement des tarifs.

Lettonie

Révision à la hausse des prévisions de croissance pour 2026

Le ministère letton des Finances a revu à la hausse sa prévision de croissance pour 2026, désormais fixée à 2,6 % contre 2,1 % initialement. Cette révision s'appuie sur une croissance plus élevée que prévu en 2025 (2,1 %), la forte progression des investissements (+9 % sur les trois premiers trimestres, soutenus par les fonds européens), la reprise de la consommation privée (+1,8 % au troisième trimestre) et une légère hausse des exportations (+0,8 %). Pour les années suivantes, la croissance du PIB est attendue entre 2,5 % et 2,7 %.

Ralentissement de la convergence de la productivité

Selon l'Institut de recherche sur la productivité LU Domnica LV PEAK de l'Université de Lettonie, la productivité du travail atteint 54,1 % de la moyenne de l'UE en 2025 en valeur nominale et 72,8 % en parité de pouvoir d'achat. Malgré une hausse de 3,5 % sur un an, la Lettonie reste parmi les pays les moins productifs de l'UE. La convergence avec la moyenne européenne ralentit, l'écart restant élevé. Les secteurs les plus productifs sont la finance,

l'immobilier et l'énergie, tandis que l'éducation, l'agriculture et la santé affichent les niveaux les plus faibles. Le rapport souligne des freins structurels liés à l'investissement privé, à la transition numérique, aux tensions sur le marché du travail et aux pénuries de compétences.

Stabilité du chômage en 2025 à 6,9 %

Le taux de chômage s'établit à 6,9 % en 2025, stable depuis deux ans. Cette stabilité masque toutefois des disparités : le chômage des jeunes (15-24 ans) progresse à 14,8 % (+1,2 pp), représentant 10 000 personnes (15,2 % du total des chômeurs), tandis que les chômages de courte (≤ 5 mois : -30 900 personnes) et longue durée (≥ 12 mois : +22 100) évoluent de manière contrastée. Les femmes restent moins touchées que les hommes (6,1 % contre 7,7 %). Le taux d'emploi atteint 64,8 %, avec un niveau particulièrement faible chez les jeunes (29 %). Une part importante de la population reste inactive (30,7 % des 15 à 74 ans), notamment chez les seniors.

Hausse de 7,7 % du salaire brut moyen en 2025

Le salaire moyen brut atteint 1 815 EUR en 2025, en hausse de 7,7 %, soit 1 346 EUR net (+6,3 % en termes réels). Les salaires progressent plus rapidement dans le secteur privé (+8,1 % ; 1 800 EUR) que dans le public (+7 % ; 1 863 EUR). Les plus fortes hausses sont observées dans les services divers (+18,9 %), l'immobilier (+14,3 %) et les activités scientifiques et techniques (+9,2 %). Les secteurs les mieux rémunérés restent la finance, l'information-communication et l'énergie, tandis que l'hébergement-restauration demeure le moins rémunéré. De fortes disparités régionales persistent, Riga concentrant les niveaux de salaires les plus élevés (1 990 EUR). La prévision de croissance moyenne des salaires est de 6,5 % pour 2026 et de 6 % pour 2027.

Réforme de la supervision du crédit à la consommation

La Lettonie prévoit de transférer la supervision des prêteurs à la consommation non bancaires à la Banque de Lettonie afin de centraliser un dispositif actuellement fragmenté entre plusieurs autorités. La réforme, soutenue par le secteur des fintechs, vise à simplifier le cadre de contrôle et à améliorer la cohérence réglementaire. Elle suscite toutefois des débats sur son impact potentiel sur le dynamisme du secteur, en forte croissance. Une période transitoire est envisagée jusqu'au 1^{er} janvier 2028 pour assurer une mise en œuvre progressive.

Lituanie

Révision à la hausse des prévisions de croissance et d'inflation en 2026

Selon la banque Luminor, l'économie lituanienne devrait rester en 2026 la plus dynamique des pays baltes, avec une croissance de 3,6 %, après 2,9 % en 2025. Cette performance serait portée par la consommation privée et l'investissement public, notamment dans les infrastructures et la défense, soutenus par les fonds européens. Malgré les tensions liées aux prix de l'énergie et aux perturbations du commerce international, les prévisions de croissance ont été légèrement relevées (+0,2 pp). L'inflation est également révisée à la hausse, à 5 % en 2026 contre 4 % précédemment, sous l'effet de la hausse des prix des hydrocarbures.

Légère accélération de l'inflation en février

L'inflation atteint 3,3 % en février en g.a. Elle est portée par la hausse des prix alimentaires (+4,4 %), de l'alcool et du tabac (+7,3 %), de l'énergie (+4,4 %) et des loisirs (+5,7 %). À l'inverse, les prix des transports reculent (-0,9 %), tandis que ceux des télécommunications, de l'habillement et des services de santé progressent plus modérément.

Repli des échanges extérieurs et creusement du déficit commercial

En janvier, les exportations reculent de -7,5 % en g.a et les importations de -6,4 %. La baisse des échanges est particulièrement marquée dans ventes d'hydrocarbures (-16,5 %), de produits chimiques (-30,5 %) et plastiques (-12,9 %), ainsi que les achats de produits minéraux (-14,5 %), de produits chimiques organiques (-38 %) et d'acier et aluminium (-25 %). Les exportations de

produits lituaniens hors réexportations diminuent plus fortement encore (-11 %). L'Allemagne, la Pologne et la Lettonie restent les principaux partenaires commerciaux du pays.

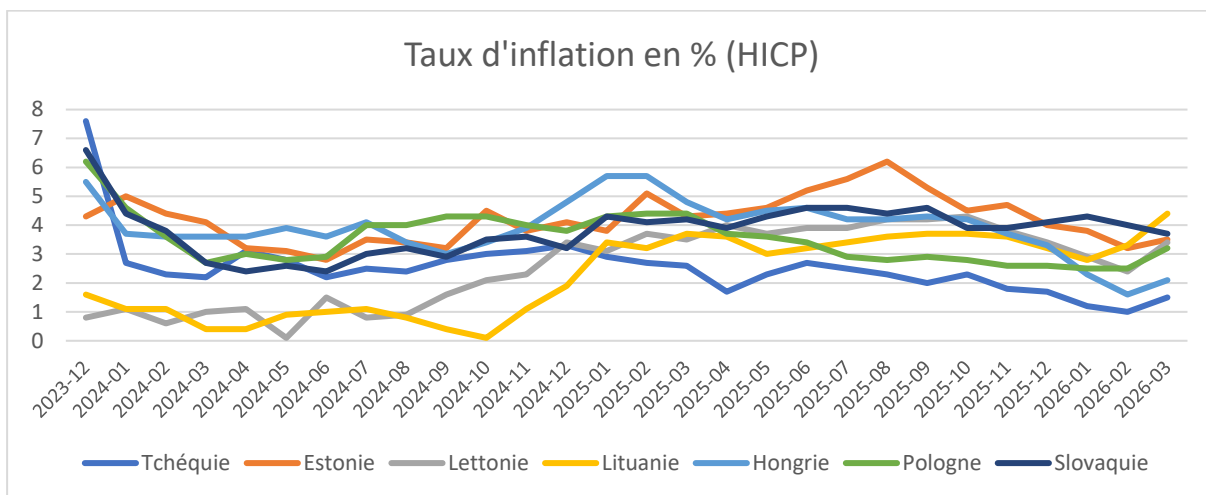
Progression des salaires fin 2025

Le salaire moyen progresse de 4,1 % au quatrième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est principalement tirée par le secteur public (+9,6 %), tandis que le secteur privé affiche une progression plus modérée (+1,5 %).

Soutien public renforcé aux PME exportatrices

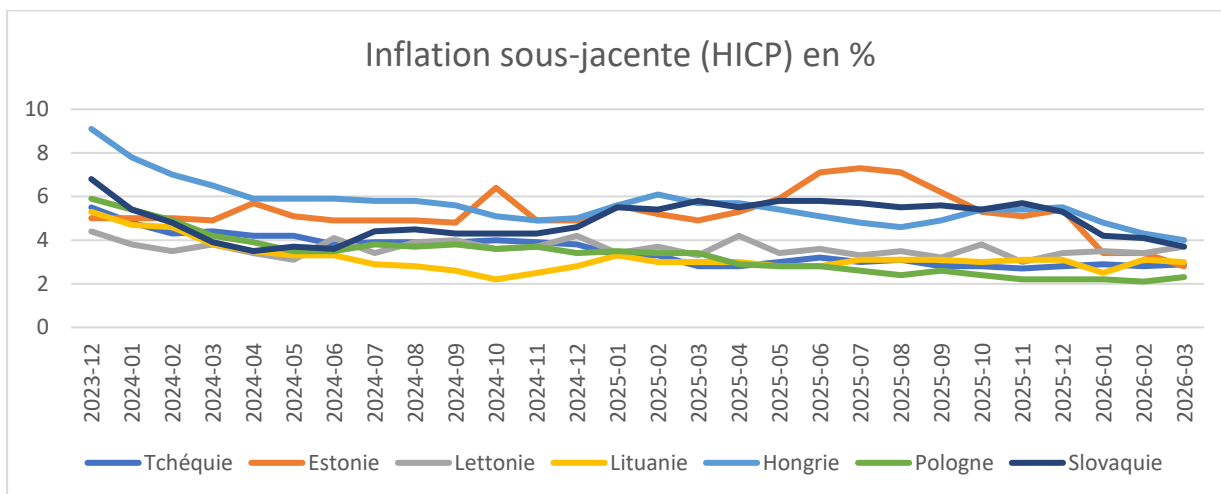
En 2025, le ministère de l'Économie et de l'Innovation a alloué 12,6 M EUR à 155 PME afin de soutenir leurs capacités d'exportation. Les entreprises de la sécurité et de la défense sont des bénéficiaires majeurs, alors que le gouvernement lituanien souhaite développer l'expertise nationale dans les secteurs de pointe, et soutenir les capacités d'exportation et de recherche et développement de ses entreprises dans les technologies à usage dual.

Indicateurs macroéconomiques



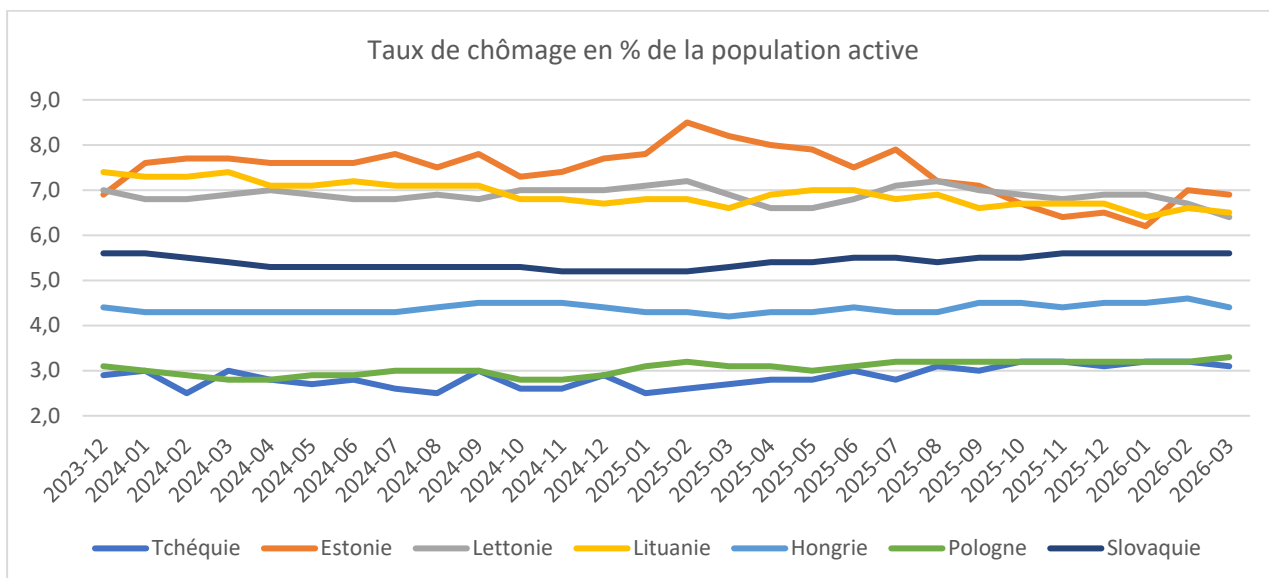
	déc-24	oct-25	nov-25	déc-25	janv-26	févr-26	mars-26
Tchéquie	3,3	2,3	1,8	1,7	1,2	1	1,5
Estonie	4,1	4,5	4,7	4	3,8	3,2	3,5
Lettonie	3,4	4,3	3,8	3,4	2,9	2,4	3,4
Lituanie	1,9	3,7	3,6	3,2	2,8	3,3	4,4
Hongrie	4,8	4,2	3,7	3,3	2,3	1,6	2,1
Pologne	3,8	2,8	2,6	2,6	2,5	2,5	3,2
Slovaquie	3,2	3,9	3,9	4,1	4,3	4	3,7
Ukraine	12,0	10,9	9,3	8	7,4	7,6	7,9

Sources : Eurostat, Centre for Economic Strategy



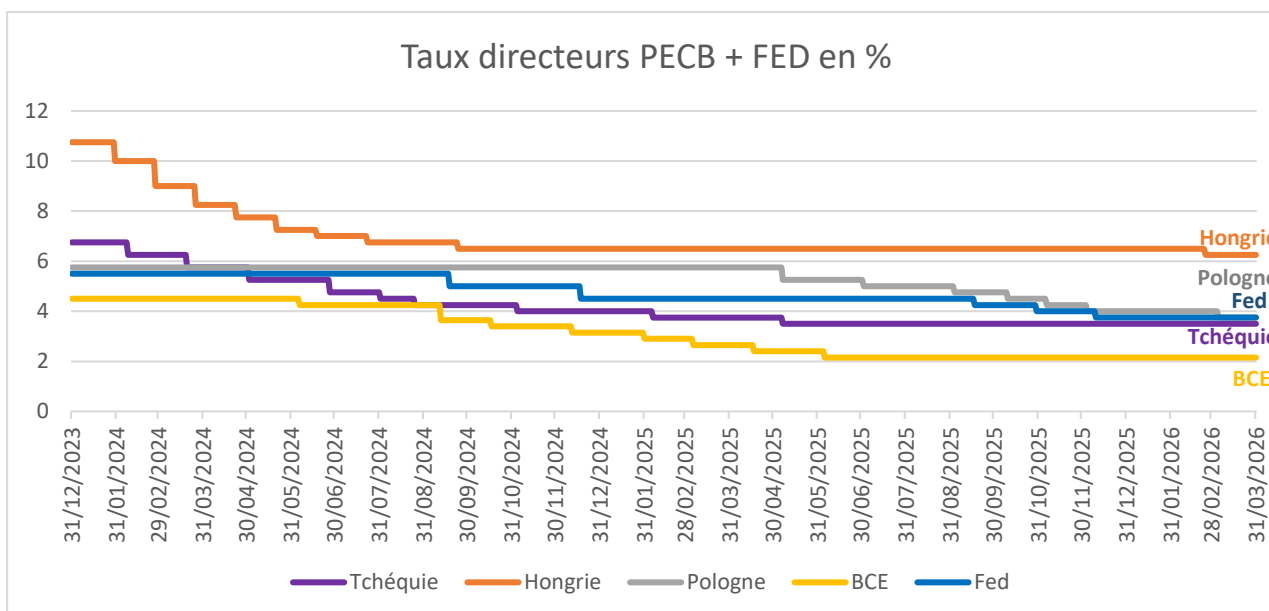
	déc-24	oct-25	nov-25	déc-24	2026-01	2026-02	2026-03
Tchéquie	3,8	2,8	2,7	2,8	2,9	2,8	2,9
Estonie	4,9	5,3	5,1	5,4	3,4	3,4	2,8
Lettonie	4,2	3,8	3	3,4	3,5	3,4	3,7
Lituanie	2,8	3	3,1	3,1	2,5	3,1	3
Hongrie	5	5,4	5,4	5,5	4,8	4,3	4
Pologne	3,4	2,4	2,2	2,2	2,2	2,1	2,3
Slovaquie	4,6	5,4	5,7	5,3	4,2	4,1	3,7

Source : Eurostat (données Ukraine indisponibles)



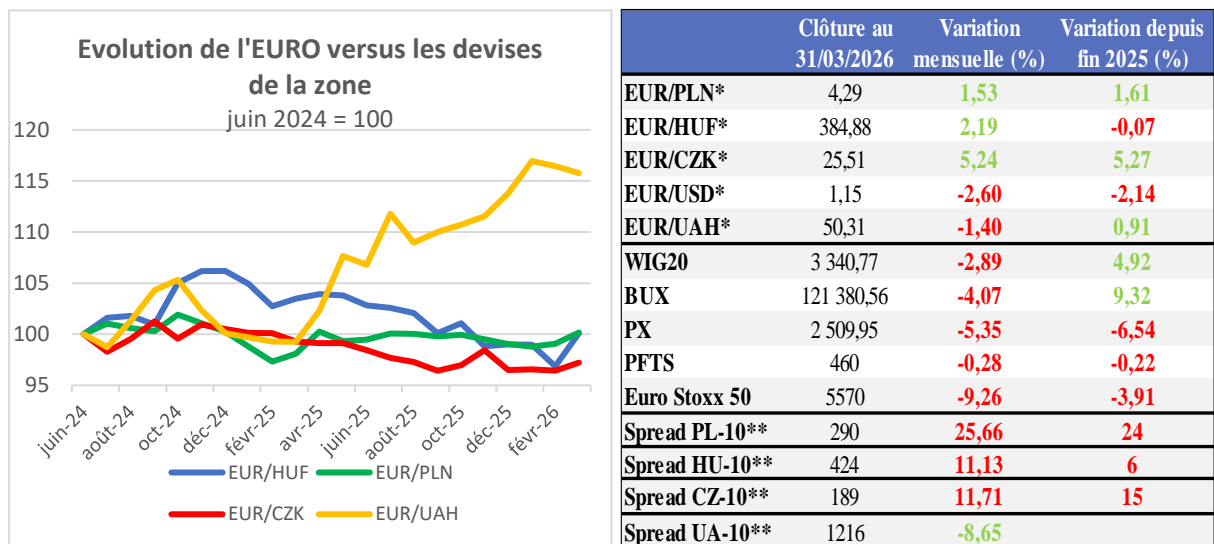
	déc-24	oct-25	nov-25	déc-25	janv-26	févr-26	mars-26
Tchéquie	2,9	3,2	3,2	3,1	3,2	3,2	3,1
Estonie	7,7	6,7	6,4	6,5	6,2	7	6,9
Lettonie	7	6,9	6,8	6,9	6,9	6,7	6,4
Lituanie	6,7	6,7	6,7	6,7	6,4	6,6	6,5
Hongrie	4,4	4,5	4,4	4,5	4,5	4,6	4,4
Pologne	2,9	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,3
Slovaquie	5,2	5,5	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6
Ukraine	16,8	15,5	14,5	14,7	14,5	14,7	15,5

Sources : Eurostat, Center for Economic Strategy



	déc-24	oct-25	nov-25	déc-25	janv-26	févr-26	mars-26
Tchéquie	4	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Hongrie	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,25	6,25
Pologne	5,75	4,5	4,25	4	4	4	3,75
Ukraine	13,5	15,5	15,5	15,5	15	2,15	2,15
BCE	3,15	2,15	2,15	2,15	2,15	3,75	3,75
FED	4,5	4,0	4,0	3,75	3,75	15,00	15,00

Sources : Banques centrales nationales, BCE



	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie	Ukraine
PIB nominal (M EUR)								
2024	848 491	206 040	320 787	130 208	39 848	40 652	78 996	176 270
2025	918 464	218 451	346 010	136 754	41 621	43 026	84 061	185 584
Taux de croissance du PIB réel (% , g.a.)								
2024	3,0	0,6	1,3	1,9	-0,1	0,0	3,0	2,9
2025	3,6	0,4	2,5	0,8	0,6	2,1	2,9	2,0
Populations (milliers)								
2024	36 620,97	9 584,63	10 900,56	5 424,69	1 374,69	1 871,88	2 885,89	33 343,00
2025	36 497,50	9 539,50	10 909,50	5 419,45	1 370,00	1 860,57	2 890,66	32 860,00
Solde public (% PIB)								
2024	-6,6	-4,9	-2,2	-5,3	-1,5	-1,8	-1,3	-17,2
2025	-7,3	-4,7	-2,1	-4,5	-2	-2,5	-1,8	-23,3
Dettes publiques brutes (% PIB)								
2024	54,8	73,5	43,3	59,7	23,5	46,2	38	89,7
2025	59,7	74,6	44,3	61,4	24,1	46,9	39,5	108,7
Solde du compte courant (% PIB)								
2024	0,3	1,8	1,7	-4,6	-1,2	-1,5	3,2	-8,0
2025	-0,9	1,7	0,7	-3,6	-0,2	-3,4	0,9	-15,0

Sources : Eurostat, FMI

(p) : données provisoires ; (r) : rupture dans la série chronologique

Dossier du mois :

Europe centrale et balte – Les chiffres du recul démographique

Les pays d'Europe centrale et balte, qui ont dans l'ensemble bénéficié d'un important processus de rattrapage économique depuis leur entrée conjointe dans l'Union européenne en 2004, sont aujourd'hui confrontés à un phénomène de déclin démographique, qui remet en question leurs perspectives de croissance à long terme.

Si cette évolution concerne l'ensemble des économies européennes, elle apparaît particulièrement marquée dans cette région. Les populations y stagnent ou diminuent, tout en vieillissant rapidement, sous l'effet combiné d'une baisse de la fécondité et de l'allongement de l'espérance de vie.

Ce recul démographique n'est pas sans conséquences sur les équilibres économiques et sociaux. La contraction de la population en âge de travailler réduit mécaniquement les bases de financement des systèmes de protection sociale, en particulier les retraites et l'assurance maladie. Dans le même temps, le vieillissement de la population entraîne une hausse des besoins en soins de santé et en prise en charge de la dépendance, exerçant une pression croissante sur les finances publiques.

Plus largement, la diminution des cohortes jeunes et actives peut également peser sur la capacité d'innovation et le dynamisme entrepreneurial, qui constituent des moteurs essentiels de la croissance à long terme dans des économies en phase de convergence.

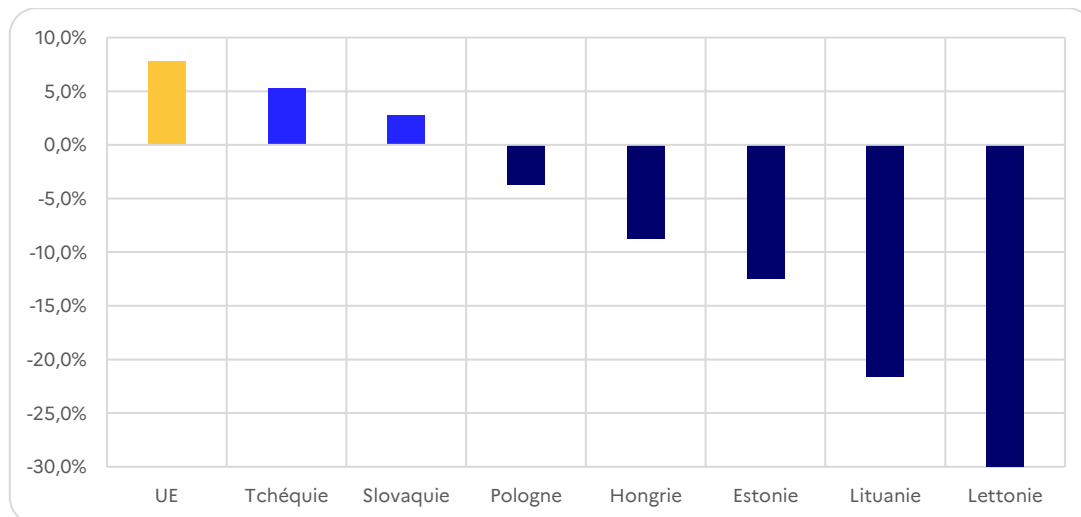
Dans ce contexte, ce dossier vise à quantifier l'ampleur du déclin démographique en Europe centrale et balte, à en analyser les principales composantes, ainsi qu'à mettre en évidence les fortes disparités entre pays.

1. Un déclin démographique généralisé à l'échelle régionale

Depuis la chute du rideau de fer, les pays d'Europe centrale et balte ont connu des trajectoires démographiques contrastées. Ils partagent toutefois une caractéristique commune : une croissance démographique globalement plus faible que celle de l'ensemble de l'Union européenne, dont la population a progressé de 7,8 % entre 1989 et 2024 – cf. Graphique 1.

Parmi les huit pays de l'UE ayant enregistré une baisse de leur population sur cette période, cinq appartiennent à cette région : la Pologne, la Hongrie, l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie.

Graphique 1 : Evolution de la population des pays de la région ECB entre 1989 et 2024 (%)

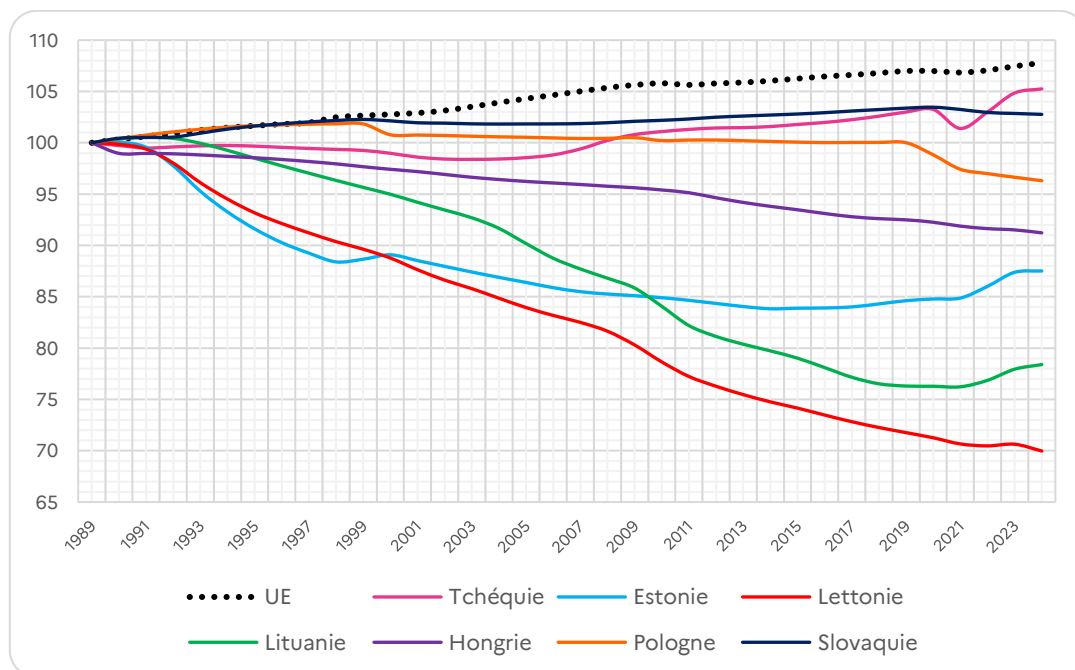


Source : Eurostat

Les trois pays baltes apparaissent comme les plus affectés, avec des reculs démographiques particulièrement marqués : Lettonie (-30,0 %), Lituanie (-21,6 %) et Estonie (-12,5 %).

De leur côté, les pays du groupe de Visegrad présentent une situation plus contrastée : la Pologne et la Hongrie enregistrent donc un recul modéré de leur population (respectivement -3,7 % et -8,8 %), tandis que la Slovaquie et la Tchéquie se distinguent par une croissance démographique positive (respectivement +2,8 % et +5,3 %). – cf. Graphique 2.

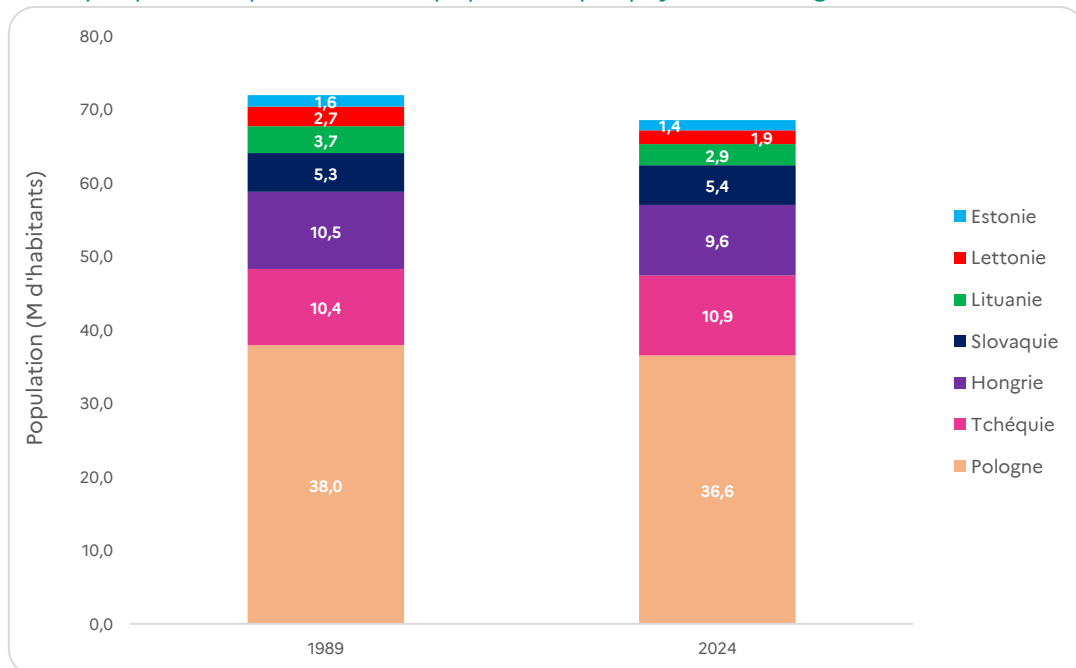
Graphique 2 : Evolution de la population (base 100 = 1989) dans la région entre 1989 et 2024



Source : Eurostat

En termes absolus, la population de la région est passée de 72,0 M d'habitants en 1989 à 68,6 M en 2024. Les pays baltes ont reculé de 7,9 à 6,1 M d'habitants (leur part dans la région est passée de 11,0 % à 8,9 %), tandis que les pays du groupe de Visegrád, malgré une baisse de 64,1 à 62,4 M, ont vu leur part augmenter de 89,0 % à 91,1 % – cf. Graphique 3.

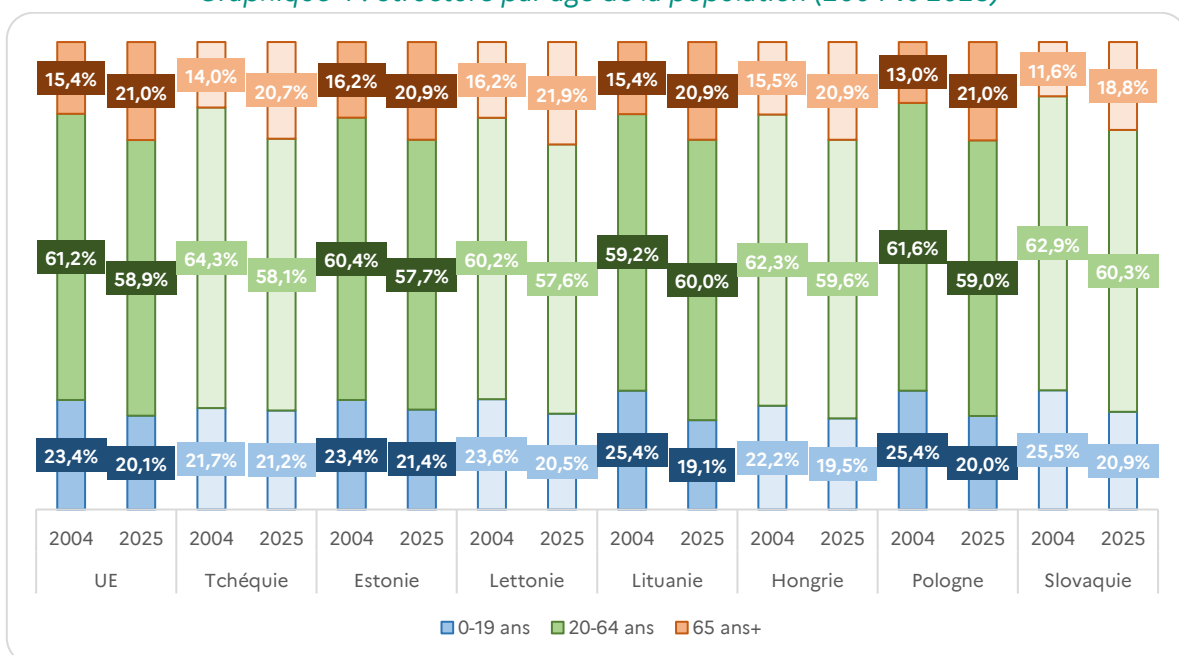
Graphique 3 : Répartition de la population par pays dans la région (1989 vs 2024)



Source : Eurostat

Sur les vingt dernières années, les pays de la région suivent une tendance commune à celle de l'Union européenne : recul de la part des jeunes (0-19 ans) et des personnes en âge de travailler (20-64 ans), hausse marquée des 65 ans et plus. Quelques spécificités apparaissent toutefois : la Lituanie est le seul pays où la part des 20-64 ans a légèrement augmenté entre 2004 et 2025 (+0,8 pp), tandis que la Pologne se distingue par une forte progression des seniors (+8,0 pp) - cf. Graphique 4.

Graphique 4 : Structure par âge de la population (2004 vs 2025)



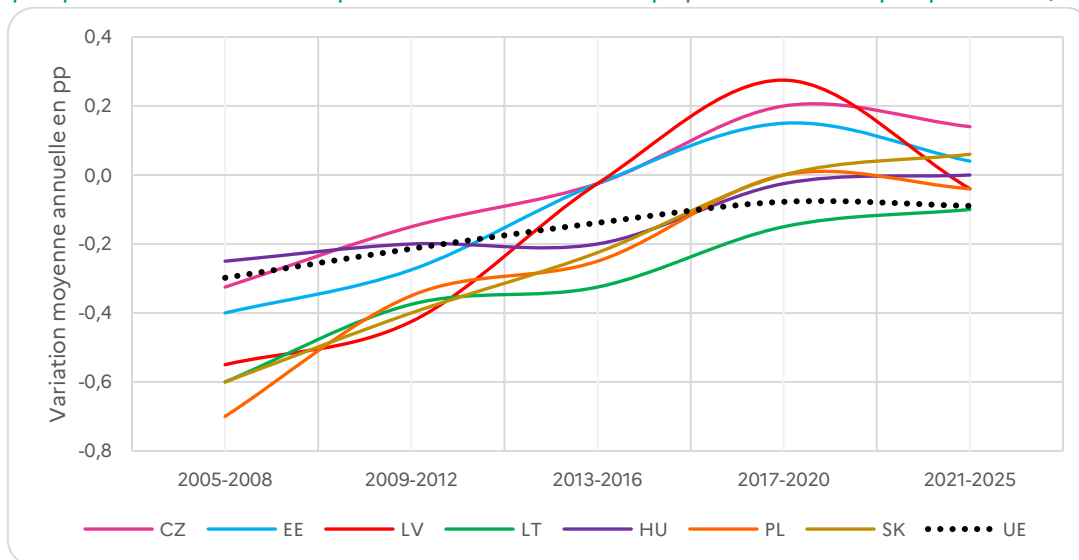
Source : Eurostat

1.1. Une baisse continue de la population jeune (0-19 ans)

En 2025, les 0-19 ans représentent 20,1 % de la population de l'UE. Dans la région, cette proportion s'établit à 20,4 %, soit un niveau très proche de la moyenne européenne. **Les écarts entre pays d'ECB restent limités** : la part des jeunes varie de 19,1 % en Lituanie à 21,4 % en Estonie. Cette dispersion est faible au regard de celle observée à l'échelle de l'Union européenne, où les niveaux s'échelonnent de 25,2 % en Irlande à 16,1 % à Malte.

La part des jeunes dans la population diminue de manière continue. Dans l'UE, cette proportion a diminué de 3,3 points de pourcentage depuis 2004 ; dans la région, le recul est d'ampleur comparable (-3,5 points). **Certains pays se distinguent néanmoins par une contraction plus rapide.** Entre 2004 et 2025, la Lituanie (-6,3 pp), la Pologne (-5,4 pp) et la Slovaquie (-4,6 pp) figurent parmi les reculs les plus marqués de l'Union. À l'inverse, la Lettonie (-3,1 pp), la Hongrie (-2,7 pp) et l'Estonie (-2,0 pp) enregistrent des diminutions plus modérées que la moyenne européenne. La Tchéquie se distingue enfin comme le pays de l'UE où la baisse a été la plus limitée sur la période (-0,5 pp) – cf. Graphique 5.

Graphique 5 : Evolution de la part des 0-19 ans dans la population totale par périodes (en pp)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

1.2. Une contraction de la population en âge de travailler (20-64 ans)

L'évolution démographique européenne se caractérise également par une baisse généralisée de la population en âge de travailler, ici définie comme les 20-64 ans (actifs + inactifs). Dans l'Union européenne, cette catégorie représente 58,9 % de la population en 2025.

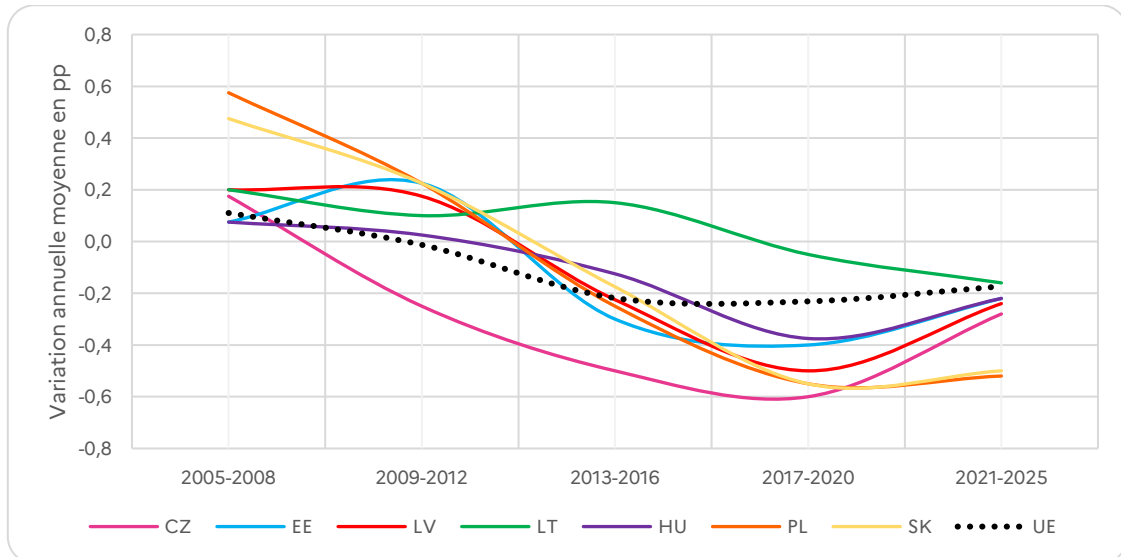
Dans la région d'Europe centrale et balte, cette proportion s'établit à un niveau aligné sur cette moyenne, avec une dispersion relativement faible entre les pays. En effet, la part des 20-64 ans varie de 57,6 % en Lettonie à 60,3 % en Slovaquie. La Lituanie (60,0 %), la Hongrie (59,6 %) et la Pologne (59,0 %) se situent légèrement au-dessus de la moyenne européenne, tandis que la Tchéquie (58,2 %) et l'Estonie (57,7 %) affichent des niveaux inférieurs.

En revanche, les dynamiques d'évolution apparaissent plus contrastées. La plupart des pays de la région enregistrent une baisse de la part des 20-64 ans comprise entre 2,6 pp (Pologne, Slovaquie, Lettonie) et 2,7 pp (Estonie, Hongrie), soit une contraction légèrement plus rapide que la moyenne européenne (-2,3 pp) – cf. Graphique 6.

Deux trajectoires se distinguent toutefois. La Lituanie est l'un des rares pays de l'Union à avoir enregistré une hausse de la part de sa population en âge de travailler sur l'ensemble de la période (+0,8 pp). Cette évolution s'explique par un décalage de cycle démographique : le pays a atteint un pic plus tardif (61,0 % en 2016), avant d'entrer à son tour dans une phase de recul.

À l'inverse, la Tchéquie enregistre la plus forte baisse de l'Union européenne (-6,1 pp), après avoir atteint un niveau particulièrement élevé au milieu des années 2000 (65,0 % en 2008). Depuis ce point haut, la diminution rapide de la part des actifs a conduit le pays à reculer nettement dans le classement européen, jusqu'à atteindre la 18^e position en 2025.

Graphique 6 : Evolution de la part des 20-64 ans dans la population totale par périodes (en pp)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

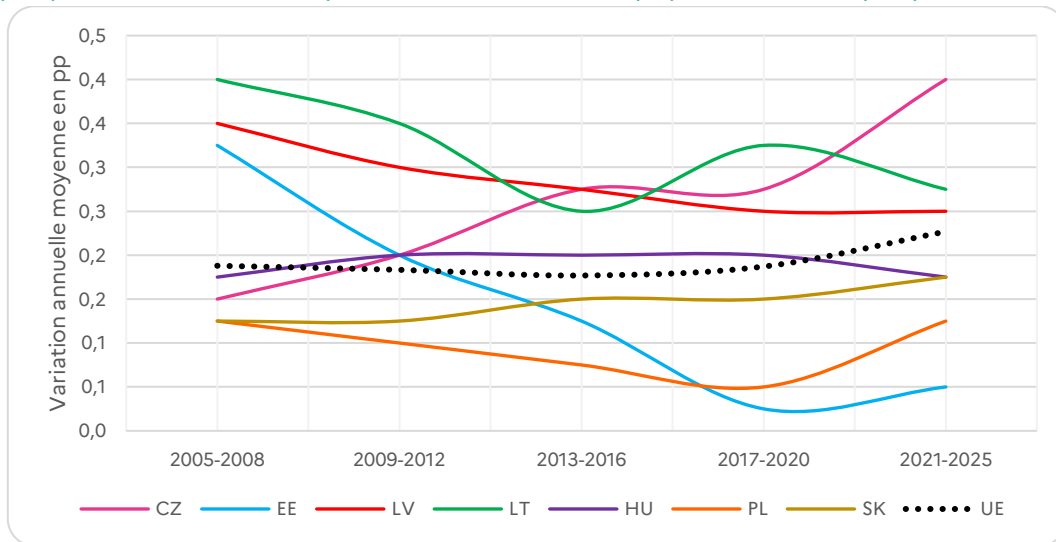
1.3. Une hausse marquée de la population âgée (65 ans et plus)

Enfin, le troisième groupe d'âge, constitué des personnes âgées de 65 ans et plus, se distingue par une progression soutenue. Elle atteint 21,0 % de la population dans l'UE en 2025, contre 20,7 % dans la région. Les écarts entre pays y sont limités avec une part des seniors qui varie de 18,8 % en Slovaquie à 21,9 % en Lettonie.

A nouveau, les dynamiques de vieillissement sont plus différenciées. Entre 2004 et 2025, la part des 65 ans et plus progresse de 6,1 pp dans la région, contre 6,7 pp dans l'ensemble de l'Union européenne.

Certains pays se distinguent par une hausse particulièrement rapide. La Pologne enregistre la progression la plus forte de l'Union (à égalité avec la Finlande), avec +8,0 pp, suivie par la Slovaquie (+7,2 pp). La Tchéquie et la Lettonie affichent également des augmentations soutenues (+6,7 et +5,7 pp). À l'inverse, la Lituanie, la Hongrie et l'Estonie connaissent des hausses plus modérées, respectivement de 5,5 pp, 5,4 pp et 4,7 pp, tout en présentant en 2025 une proportion de la population âgée autour de 21 % – cf. Graphique 7.

Graphique 7 : Evolution de la part des +65 ans dans la population totale par périodes (en pp)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

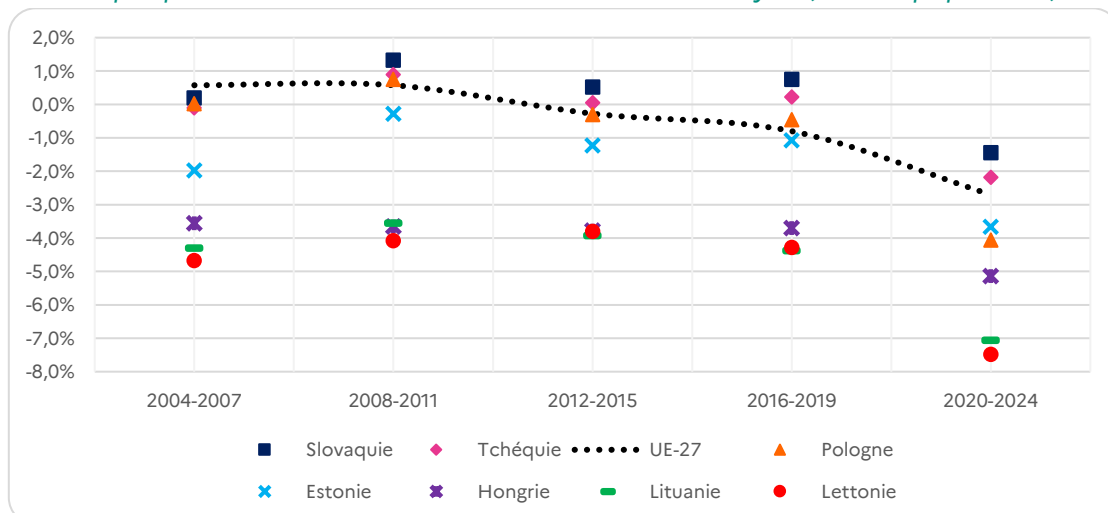
2. Une chute de l'accroissement naturel aux rythmes différenciés

La récession démographique observée dans la région, comme dans la majorité des États membres de l'Union européenne, s'explique principalement par la dégradation des principaux indicateurs démographiques au cours des dernières décennies, laquelle se traduit par un accroissement naturel désormais négatif.

Entre 2004 et 2024, l'Union européenne a enregistré un taux annuel moyen d'accroissement naturel de -0,7 %. Sur l'ensemble de la période, cela correspond à une diminution moyenne de 280 000 habitants par an. Mais ce retournement reste toutefois relativement récent à l'échelle européenne. Jusqu'en 2019, l'accroissement naturel demeurait légèrement positif (+10 000 habitants par an en moyenne entre 2004 et 2019). La situation s'est fortement dégradée entre 2020 et 2024, avec une perte moyenne de 1,209 M d'habitants par an, sous l'effet notamment de la pandémie de Covid-19.

Dans les pays d'Europe centrale et balte, la dynamique est plus défavorable encore, avec un taux moyen de -2,5 % sur la période 2004-2024. Cette moyenne masque toutefois des trajectoires nationales contrastées – cf. graphique 8.

Graphique 8 : Taux d'accroissement naturel annuel moyen (% de la population)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

2.1. Une dégradation récente : Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Estonie

La Pologne, la Tchéquie et la Slovaquie ont en commun une dégradation rapide et récente de leur accroissement naturel, après une longue période de relative stabilité, voire de croissance jusqu'aux années 2010. Le basculement intervient principalement à partir de la crise sanitaire de 2020–2021.

La Slovaquie constitue un cas à part : elle est le seul pays de la région à afficher un taux moyen positif sur la période 2004–2024 (+0,2 %), et même +0,7 % entre 2004 et 2019. Depuis 2020, la dynamique s'est toutefois inversée, avec un taux moyen de -1,8 % sur la période 2020–2024.

La Tchéquie suit une trajectoire comparable. Son accroissement naturel, légèrement positif jusqu'en 2019 (+0,3 % en moyenne), devient négatif sur l'ensemble de la période (-0,3 %) et se dégrade nettement après 2020 (-1,8 %), atteignant -2,6 % en 2024.

La Pologne connaît l'un des retournements les plus marqués. Après une croissance naturelle jusqu'en 2012, puis un déclin modéré, la situation se dégrade brutalement à partir de 2020 (-3,3 %), puis -5,1 % en 2021. Sur la période 2020–2024, le taux moyen atteint -5,1 %, plaçant le pays parmi les plus touchés de l'Union européenne.

L'Estonie se distingue par une décroissance naturelle continue depuis 2004 (-1,8 % en moyenne). Longtemps modérée, celle-ci s'accroît nettement après la crise sanitaire, avec un taux moyen de -4,6 % sur la période 2020-2024.

2.2. Une récession structurelle : Hongrie, Lituanie, Lettonie

La Hongrie, la Lituanie et la Lettonie se caractérisent par une décroissance naturelle ancienne et durable, les plaçant parmi les pays les plus affectés de l'Union européenne avec la Bulgarie et la Croatie.

Sur la période 2004-2024, le taux d'accroissement naturel moyen s'établit à -4,2 % en Hongrie, -5,0 % en Lituanie et -5,2 % en Lettonie. Contrairement aux pays précédents, ces niveaux étaient déjà fortement négatifs avant la crise sanitaire (respectivement -3,9 %, -4,3 % et -4,5 % entre 2004 et 2019), traduisant une dynamique structurelle.

La crise de la Covid-19 a néanmoins accentué ces tendances. Entre 2020 et 2024, les taux moyens atteignent -5,1 % en Hongrie, -7,1 % en Lituanie et -7,5 % en Lettonie, confirmant une intensification du déclin naturel dans des pays déjà parmi les plus touchés.

3. Vers un « effacement » démographique de la région au XXI^e siècle ?

Point de méthode :

Les estimations utilisées, issues des travaux de la Commission européenne, reposent sur trois scénarios distincts intégrant des hypothèses migratoires différentes à l'horizon du siècle : un scénario de base, un scénario de migration accrue et un scénario de migration nulle.

Tout au long de ce dossier, nous retenons le scénario de base, fondé sur des hypothèses de flux migratoires cohérentes avec les tendances observées actuellement.

→ Source : [Eurostat](#)

Les migrations, un facteur d'atténuation mais non de résolution du déclin démographique

Les migrations jouent un rôle clé dans l'évolution démographique de l'Europe centrale et balte, mais elles ne suffisent pas à inverser la tendance de fond : le déclin et le vieillissement accéléré de la population.

L'arrivée massive de réfugiés ukrainiens depuis 2022 a temporairement atténué les pénuries de main-d'œuvre, notamment en Lituanie, Estonie et Hongrie, où elle a permis la première augmentation de la population active depuis plus de dix ans. En 2025, la Pologne accueillait toujours 1 M de réfugiés ukrainiens, tandis que la Tchéquie en comptait 374 000 (soit 3,5 % de sa population). L'intégration professionnelle des réfugiés y est plus rapide qu'en Europe de l'Ouest (taux d'emploi de 66 % en Lituanie, contre moins de 25 % en Allemagne), grâce à une forte demande de main-d'œuvre et à des réseaux communautaires préexistants. **Pourtant, cette immigration reste insuffisante pour compenser le déclin démographique à long terme.**

Face à ce constat, certains pays tentent de diversifier leurs sources de recrutement, notamment en direction de l'Asie du Sud et du Sud-Est (Inde, Népal, Philippines). **Cependant, ces politiques se heurtent à des résistances politiques et sociales**, comme en Pologne ou en Lituanie. Cette dernière privilégie **le retour de sa diaspora** plutôt que l'attraction de nouveaux migrants, avec une réduction des quotas d'immigration économique et des exigences linguistiques renforcées pour les travailleurs étrangers.

Une réponse au défi démographique réside également dans le soutien au renouveau démographique. Il s'agit de faciliter la conciliation entre la vie professionnelle, la vie privée et la vie familiale des femmes et des hommes ; l'accès au logement ; le recours à des services de garde d'enfants ; etc. En Pologne, où le débat est marqué par une réticence à l'accueil de travailleurs non européens, on mise sur des politiques natalistes, avec des allocations familiales revues à la hausse (800 PLN par enfant, programme 800+ depuis le 1^{er} janvier 2024).

En résumé, les migrations ralentissent le déclin démographique et soulagent temporairement les tensions sur le marché du travail, mais leur impact reste limité par des facteurs structurels (vieillesse, faible natalité) et des contraintes politiques (restrictions à l'immigration).

Cf. [Dossier de février 2025](#) « Etat des lieux du marché du travail en Europe centrale et balte »

Cf. [Dossier d'octobre 2025](#) « Les relations des pays d'Europe centrale et balte avec l'Ukraine »

Au-delà du recul démographique constaté, les projections confirment une poursuite, voire une accentuation, de la baisse des populations d'ici la fin du siècle.

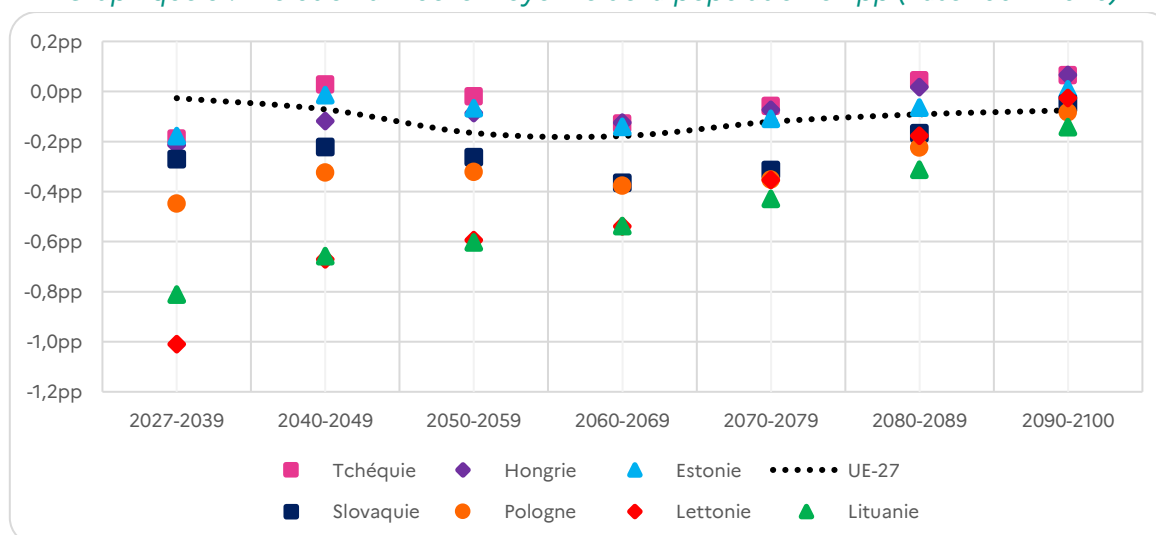
Selon le scénario base, la population européenne pourrait passer de 453,3 M d'habitants en 2026 à 419,5 M en 2100, soit une diminution de -7,5 %. Dès 2050, la population de l'UE devrait déjà reculer à 447,9 M d'habitants, soit une diminution de -1,2 % par rapport à 2026.

Dans les pays d'Europe centrale et balte, la contraction serait nettement plus marquée, avec une baisse moyenne de 18,5 % sur la période. Toutefois, cette moyenne masque des situations très contrastées entre pays – cf. graphique 9.

Trois pays - la Tchéquie, la Hongrie et l'Estonie - enregistreraient un recul limité, inférieur à 10 % et même plus faible que la moyenne européenne. Cette relative résilience s'explique par un retournement des dynamiques démographiques attendu pour la deuxième moitié du 21^{ème} siècle : la population tchèque et hongroise recommencerait à croître à partir des années 2080, tandis que l'Estonie amorcerait une reprise à partir des années 2090.

À l'inverse, la Slovaquie, la Pologne, la Lettonie et la Lituanie figureraient parmi les pays les plus touchés de l'UE. Tous devraient enregistrer une baisse supérieure à 10 %, sans inversion de tendance d'ici la fin du siècle.

Graphique 9 : Evolution annuelle moyenne de la population en pp (Base 100 = 2026)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

3.1. Des déclin démographiques « modérés » : Tchéquie, Hongrie, Estonie

Ces trois pays devraient enregistrer une baisse de population inférieure à 10 %, avec toutefois une forte baisse de la population active et un vieillissement marqué.

3.1.1. Tchéquie

La Tchéquie serait le pays le moins touché de la région. Sa population totale passerait de 11,0 M d'habitants en 2026 à 10,6 M en 2100 (-3,1 %), avec un point bas en 2079 suivi d'une légère reprise.

La population en âge de travailler diminuerait toutefois plus nettement : passant de 6,98 M aujourd'hui à 5,36 M en 2100 (-23,3 %). Sa part dans la population totale reculerait de 63,6 % à 50,3 %.

Parallèlement, la population âgée augmenterait significativement, passant de 2,27 à 3,04 M entre 2026 et 2100 (+33,9 %). Sa part atteindrait 28,6 %, contre 20,7 % aujourd'hui, traduisant un vieillissement réel mais relativement contenu par rapport à d'autres pays de la région.

3.1.2. Hongrie

La Hongrie suivrait une trajectoire similaire, avec une population passant de 9,6 à 9,1 M d'habitants entre 2026 et 2100 (-5,9 %), après un point bas autour de 2081 à environ 9,0 M d'habitants, avant une reprise progressive de la croissance.

La population en âge de travailler reculerait fortement, passant de 6,14 M à 4,12 M (-32,8 %), tandis que sa part dans la population reculerait de 63,8 % à 45,6 %.

Enfin, la population âgée augmenterait jusqu'en 2050, puis se stabiliserait : de 2,00 M d'habitants en 2026, elle atteindrait 2,35 M en 2050, avant de légèrement refluer à 2,32 M en 2100 (+16,1 %). Les 65 ans et plus représenteraient alors autour de 25,6 % de la population totale, contre 20,8 % en 2026, confirmant un vieillissement structurel.

3.1.3. Estonie

L'Estonie connaîtrait également un déclin modéré, sa population passant de 1,37 à 1,29 M d'habitants (-6,2 %), avec un rebond attendu après 2091.

La population en âge de travailler devrait diminuer de manière plus marquée : passant de 0,87 M de personnes en 2026 à 0,60 M en 2100 (-30,8 %). Sa part dans la population totale atteindrait alors 46,5 %, contre 63,1 % actuellement.

Dans le même temps, **la part des 65 ans et plus progresserait** de près de 90 000 personnes pour atteindre 0,38 M en 2100 (+29,4 %), soit une part **dans la population totale de 29,2 % (+8,0 pp).**

3.2. Des déclin démographiques marqués : Pologne, Slovaquie, Lettonie, Lituanie

À l'inverse, ces pays devraient connaître une baisse de population supérieure à 10 %, pouvant atteindre près de 40 % pour les pays baltes.

3.2.1. Pologne

La Pologne, pays le plus peuplé de la région Europe centrale et balte, devrait voir sa population passer de 38,20 M d'habitants en 2026 à 29,52 M en 2100, soit une diminution de 22,7 %. Le recul serait marqué jusqu'aux années 2070, avant de poursuivre à un rythme plus modéré.

La population en âge de travailler suivrait une trajectoire plus défavorable encore. Elle passerait de 23,99 M de personnes en 2026 (62,8 % de la population) à 13,76 M en 2100 (- 42,6 %), ne représentant plus que 46,6 % de la population totale. Cette évolution traduit une contraction importante et durable de la population active.

En parallèle, la population âgée de 65 ans et plus augmenterait avant de se stabiliser. Elle passerait de 7,84 M en 2026 à 9,76 M en 2050 (+24,4 %), puis reculerait légèrement à 9,02 M en 2100 (+15 %). Sa part dans la population totale progresserait de 20,5 % à 30,5 %.

3.2.2. Slovaquie

La Slovaquie présente également une trajectoire démographique fortement négative. Sa population passerait de 5,51 M d'habitants en 2026 à 4,55 M en 2100 (-17,3 %). Le déclin s'accélérait jusqu'aux années 2070 avant de ralentir, tout en restant négatif.

La population en âge de travailler diminuerait de 3,62 M en 2026 à 2,22 M en 2100 (-38,6 %), ne représentant plus qu'une part de 48,9 % de la population (contre 65,8 %).

La population âgée de 65 ans et plus augmenterait fortement, passant de 1,05 M en 2026 à 1,33 M en 2100 (+27,2 %), après un point haut autour de 2059 et un léger ralentissement ensuite. La part des seniors dans la population totale passerait ainsi de la plus faible proportion de la région (19 %) à une part inférieure à celle de ses voisins tchèques et hongrois (29,3 %).

3.2.3. Lituanie

La Lituanie enregistrerait l'un des déclin les plus marqués de la région. Sa population passerait de 2,82 M d'habitants en 2026 à 1,78 M en 2100 (-37,5 %).

La population en âge de travailler diminuerait de 1,87 M en 2026 à 1,0 M en 2100 (-46,0 %), représentant finalement 56,9 % de la population (contre 65,8 % aujourd'hui). **La contraction est forte en volume mais plus contenue en proportion** avec un taux prévisionnel largement supérieur aux autres pays de la région.

La population âgée de 65 ans et plus augmenterait nettement, passant de 0,62 M (21,8 %) à 0,72 M (+17,2 %) et finalement 40,8 % de la population, soit le niveau le plus élevé de la région malgré un léger recul à partir de 2050 (0,76 M d'habitants).

3.2.4. Lettonie

La Lettonie devrait connaître une forte contraction de sa population au cours du siècle, passant de 1,84 M d'habitants en 2026 à 1,17 M en 2100, soit une baisse de 36,7 %. Le recul serait particulièrement marqué jusqu'au milieu du siècle, avant de se poursuivre à un rythme plus modéré.

La population en âge de travailler suivrait une tendance similaire, diminuant de 1,16 M de personnes (62,7 % de la population) en 2026 à 0,67 M en 2100 (-42,3 %), tout en représentant encore 57,2 % de la population totale. Malgré la baisse en volume, la Lettonie conserverait ainsi une part d'actifs relativement élevée.

Parallèlement, la population âgée de 65 ans et plus augmenterait en proportion, passant de 22,4 % en 2026 à 36,0 % en 2100, avec une hausse de seulement 10 000 personnes (1,6 %) (pour atteindre 0,42 M d'habitants).

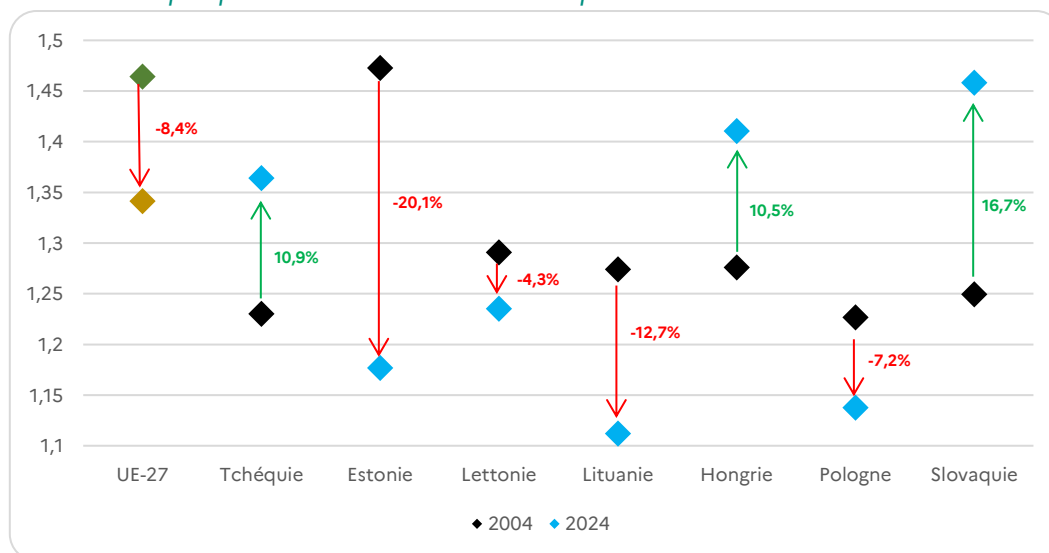
4. Le vieillissement de la population et ses conséquences sur les systèmes sociaux

4.1. Une hausse rapide de l'âge médian

Comme le montrent les données précédentes, la région Europe centrale et balte est caractérisée par une baisse de la population et un vieillissement simultané.

À l'instar de l'Union européenne, la région enregistre une baisse généralisée de la fécondité. Celle-ci est particulièrement prononcée en Estonie, où le taux recule de 20,1 % entre 2004 et 2024. À l'inverse, la Tchéquie et la Slovaquie se distinguent par une hausse de leur fécondité, respectivement de +10,9 % et +16,7 % – cf. graphique 10.

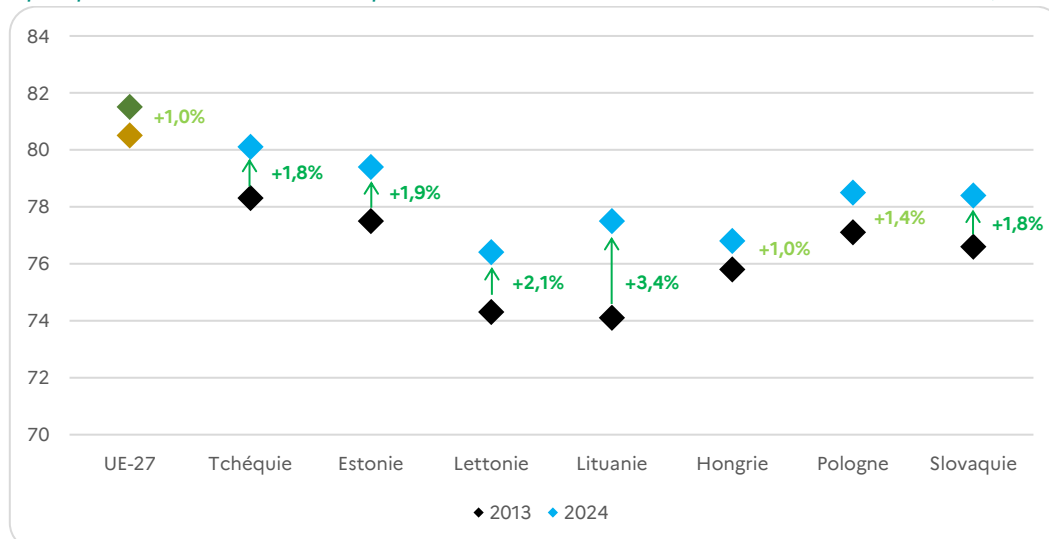
Graphique 10 : Evolution du taux de fécondité entre 2004 et 2024



Source : Eurostat

Parallèlement, l'espérance de vie à la naissance progresse dans l'ensemble de la région, malgré des dynamiques nationales contrastées. Dans tous les cas, la hausse est supérieure à celle observée dans l'Union européenne (+1,0 an entre 2013 et 2024). L'augmentation est particulièrement forte en Lituanie (+3,4 ans), tandis que la Hongrie se situe dans une dynamique comparable à l'UE (+1,0 an) et affiche l'une des espérances de vie les plus faibles de la région, juste devant la Lettonie – cf. graphique 11.

Graphique 11 : Evolution de l'espérance de vie à la naissance entre 2013 et 2024 (années)



Source : Eurostat

Ces évolutions des indicateurs démographiques de base se traduisent par une hausse rapide de l'âge médian. Il est passé de 39,3 ans en 2004 à 44,9 ans en 2025 dans l'UE (+5,6 ans).

Dans la région ECB, l'âge médian est passé de 37,8 ans en 2004 à 43,9 ans en 2025, un niveau certes encore inférieur à la moyenne européenne dont la progression a été plus importante (+6,1 ans), signifiant donc que les populations vieillissent à un rythme plus rapide.

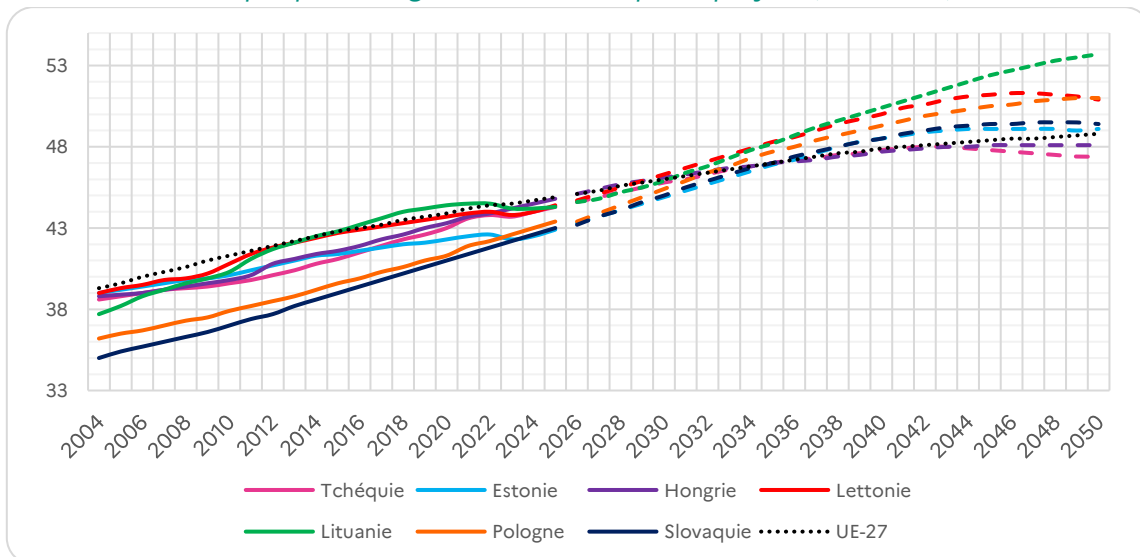
En 2025, les niveaux restent proches entre pays : la Hongrie arrive en tête avec un âge médian de 44,8 ans, suivie de la Lettonie (44,4), de la Lituanie (44,3) et de la Tchéquie (44,3). La Pologne (43,4), la Slovaquie (43,0) et l'Estonie (42,9) présentent des niveaux légèrement inférieurs.

Les dynamiques de vieillissement depuis 2004 sont en revanche plus contrastées, avec un nouveau classement : la Slovaquie enregistre la progression la plus rapide (+8 ans), suivie de la Pologne (+7,2), de la Lituanie (+6,6), de la Hongrie (+6,0) et de la Tchéquie (+5,7). À l'inverse, la Lettonie (+5,4) et surtout l'Estonie (+3,9) connaissent des hausses plus limitées, en raison d'un niveau initial déjà élevé ou d'une dynamique plus contenue.

Les projections indiquent une accélération du vieillissement entre 2025 et 2050 : l'âge médian de l'UE passerait de 44,9 à 48,8 ans, contre 43,8 à 49,9 ans dans la région (+6,1 ans), soit un rythme environ 1,5 fois plus rapide.

Les trajectoires futures restent toutefois contrastées. La Lituanie devrait devenir le pays le plus âgé d'Europe en 2050 (53,7 ans), suivie d'une forte progression en Pologne (51 ans). La Slovaquie, la Lettonie et l'Estonie connaîtraient également des hausses importantes. À l'inverse, la Tchéquie (47,4) et la Hongrie (48,1) afficheraient un vieillissement plus modéré, inférieur à la moyenne régionale et européenne – cf. graphique 12.

Graphique 12 : Âge médian historique et projeté (en années)



Source : Eurostat

4.2. Une dégradation des équilibres démographiques

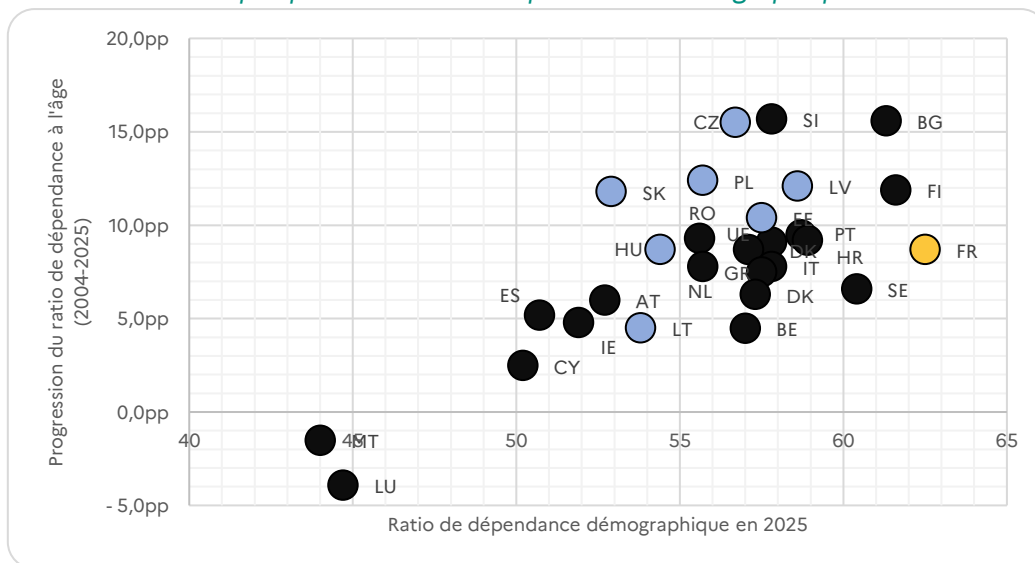
Le vieillissement de la population fragilise les équilibres sociaux et les systèmes de protection sociale. Une population dépendante croissante repose sur une population active en diminution, chargée de financer retraites, santé et éducation.

Ce phénomène est mesuré par le ratio de dépendance démographique, qui rapporte la population dépendante (0-14 ans et 65 ans et plus) à la population en âge de travailler (15-64 ans). Le ratio de dépendance des personnes âgées isole la seule population âgée rapportée à celle en âge de travailler.

En 2025, le ratio de dépendance dans l'UE s'élève à 57,1 % (+8,7 pp depuis 2004), ce qui signifie que la population dépendante représente un peu plus de la moitié de la population en âge de travailler. Dans la région, les niveaux sont proches de la moyenne européenne, avec des valeurs comprises entre 52,9 % (Slovaquie) et 58,6 % (Lettonie) - cf. graphique 13.

Les hausses depuis 2004 sont toutefois parmi les plus fortes de l'UE. La Tchéquie, la Pologne et la Lettonie figurent aux 3^e, 4^e et 5^e positions dans l'Union en termes de progressions, avec des augmentations respectives de +15,5, +12,4 et +12,1 pp. La Slovaquie et l'Estonie suivent de près, aux 7^e (+11,8 pp) et 8^e (+10,4 pp) rangs. La Hongrie progresse plus modérément (+8,7 pp), et la Lituanie affiche une hausse limitée (+4,5 pp), en raison d'un niveau initial déjà élevé.

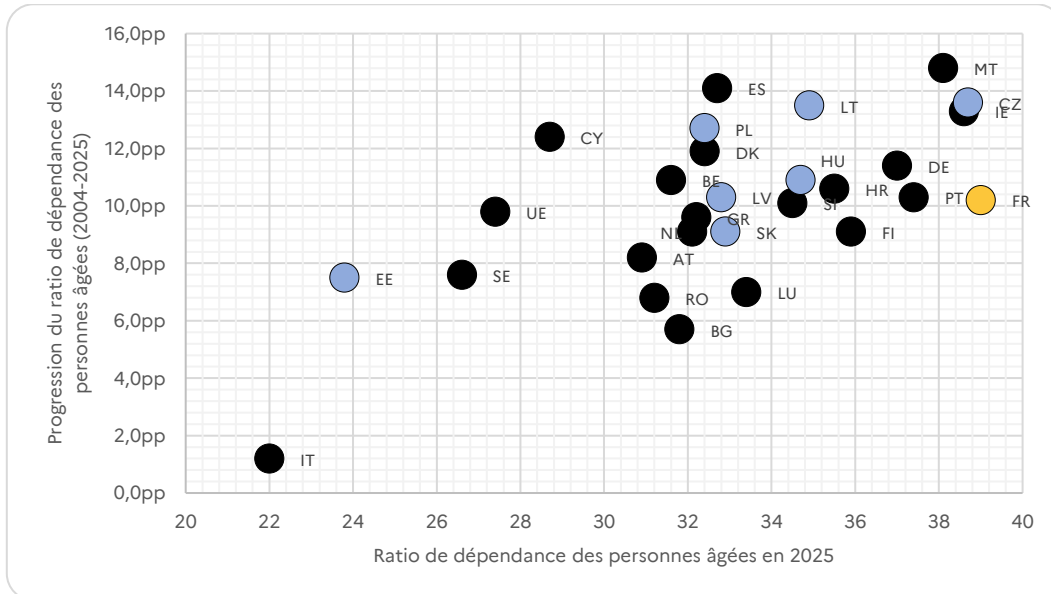
Graphique 13 : Ratio de dépendance démographique



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Concernant le ratio de dépendance des personnes âgées, la région se situe globalement dans une position intermédiaire dans le classement européen en 2025, avec des niveaux compris entre 32,4 % en Pologne et 34,9 % en Lituanie, contre une moyenne de 27,4 % dans l'Union européenne - cf. graphique 14.

Graphique 14 : Ratio de dépendance des personnes âgées



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Deux exceptions se distinguent néanmoins. La Tchéquie affiche l'un des ratios les plus élevés de l'Union (38,7 %, 2^e position), tandis que l'Estonie présente un niveau faible (23,8 %, avant-dernier rang).

4.3. Une hausse des dépenses publiques liées à l'âge

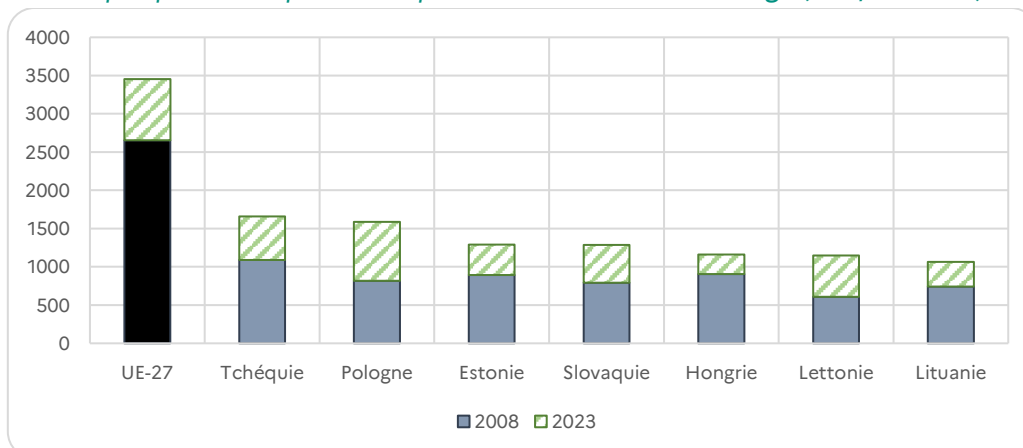
Le vieillissement de la population s'accompagne d'une hausse des dépenses publiques liées à la protection sociale, notamment les retraites et la santé.

Dans l'UE, les dépenses de protection sociale liées à l'âge ont progressé de 30,2 % entre 2008 et 2023, passant de 2 653,5 EUR par habitant à 3 454,3 EUR.

La tendance est similaire dans la région, mais avec des intensités variables - cf. graphique 15. La Pologne enregistre la hausse la plus forte (+94 %), suivie de la Lettonie (+88,9 %), qui connaît la plus forte progression en part du PIB (+2,7 points).

Les autres pays affichent des hausses plus modérées, entre +43,5 % (Lituanie) et +62,4 % (Slovaquie). La Hongrie constitue une exception, avec une hausse limitée (+28,7 %), liée notamment aux ajustements budgétaires post-crise.

Graphique 15 : Dépenses de protection sociale liées à l'âge (EUR/habitant)



Source : Eurostat

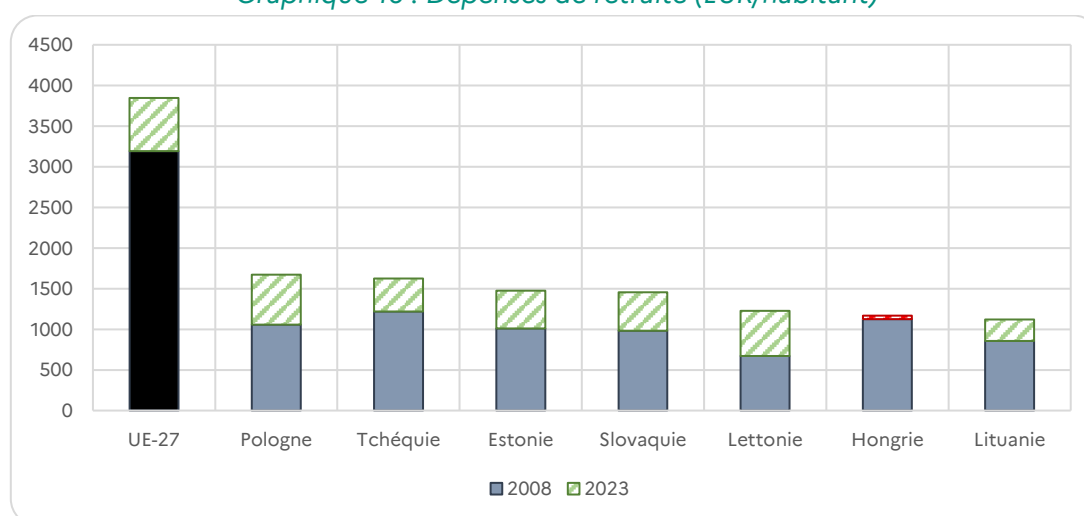
Les dépenses de retraite suivent une tendance comparable - cf. [graphique 16](#). La Lettonie enregistre la progression la plus marquée, avec une hausse de 82,8 % entre 2008 (671,9 EUR par habitant) et 2023 (1 227,9), passant de 5,9 % à 8,6 % du PIB.

La Pologne se distingue par le niveau le plus élevé de dépenses de retraite rapportées au PIB dans la région, atteignant 10,8 % en 2023, alors même qu'elles reculent de 0,7 pp, en lien avec une croissance économique soutenue sur la période. Les dépenses par habitant progressent de 58,0 %, de 1 058,1 à 1 671,7 EUR.

La Hongrie présente une évolution atypique, avec une baisse des dépenses de retraite en valeur (-3,8 %, 1 125,0 EUR vs 1 082,3 EUR) et en part du PIB (-3,7 pp), atteignant 7,1 %, sous l'effet des ajustements budgétaires post-crise.

Enfin, les autres pays de la région enregistrent des hausses modérées, comprises entre +31,1 % en Lituanie et +46,0 % en Estonie, restant supérieures à la moyenne de l'Union (+20,8 %).

Graphique 16 : Dépenses de retraite (EUR/habitant)



Source : Eurostat

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

varsovie@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Varsovie

Abonnez-vous : cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr